

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Opération : **Projet UNIVERSEINE**

Client : MINISTERE DE L'INTERIEUR
Adresse des travaux : 7 Rue Volta
93200 Saint-Denis

Aff. N° : C-DOCS-2024-30-220060
Opération de catégorie : Niveau 1

CSPS (Suppléant) : David DA SILVA E SA
Mail : david.dasilva@btp-consultants.fr
Mobile : +33670216743

Agence : Direction Opérationnelle
Le Central II
460, La Courtine
93160 NOISY-LE-GRAND
Fixe : +33155851640

Créé le : 31/03/2025

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	31/03/2025		David DA SILVA E SA	Conception

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	4
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	5
1. Particularités de l'opération	5
2. Polluants	7
3. PIC	9
4. Réseaux	10
5. Installations de chantier	14
6. Circulations piétons et véhicules	18
7. Stockage	22
8. Évacuation des déchets et matériaux	22
9. Échafaudages	23
10. Protections Collectives	25
11. Secours	26
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	28
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	28
2. Modalités d'interventions	28
3. VIC - P.P.S.P.S.	29
4. Accueil sur site et formation	29
5. Modalités de coopération	29
6. Enchaînement des tâches	30
7. Travaux superposés	30
8. Visite et courrier des Organismes	30
9. Non-respect du Code du Travail	30
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	31
CISSCT	32
Règlement	33

Renseignements d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Opération : Projet UNIVERSEINE - Ministère de l'Intérieur

Données du Projet :

Site livré en VEFA en décembre 2025.

Le projet concerne le Campus Maxwell. Il s'inscrit au sud-ouest d'UNIVERSEINE, à l'angle formé par le Quai de Saint-Ouen et la rue dite des Frères Lumière, sur une surface au sol de 14 915 m². Elle se situe Saint-Denis (93).

Il est inclus dans le périmètre du futur Village des athlètes, l'ensemble immobilier du Campus Maxwell et est composé de 2 bâtiments neufs et 2 bâtiments réhabilités.

L'opération consiste en l'aménagement pour le compte du ministère de l'Intérieur d'un campus de bureaux d'une surface d'environ 46 000m² de surface de plancher.

· La Halle Maxwell : environ 13 000 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructure (y compris rez-de-chaussée) et 1 niveau d'infrastructure.

· Les corps de bâtiments B1A et B1B : environ 32 000 m² neufs répartis sur 9 niveaux de superstructures (y compris rez-de-chaussée et mezzanine du R+7), et 2 niveaux d'infrastructure.

· Le pavillon Copernic : d'environ 820 m² réhabilités répartis sur 3 niveaux de superstructure (y compris rez-de-chaussée).

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 18 mois

- Démarrage prévisionnel : Septembre 2025

- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 1

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Entreprise générale, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	INSTALLATION DE CHANTIER GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE	-	-
02	GROS OEUVRE ET AMENAGEMENT QUAI DE LIVRAISON	-	-
03	METALLERIE	-	-
04	CLOISONS ET DOUBLAGES	-	-
05	MENUISERIES INTERIEURES MOBILIERS ET MURS MOBILES	-	-
06	PLAFONDS SUSPENDUS	-	-
07	REKETEMENTS SOLS ET MURS SOUPLES ET CERAMIQUES	-	-
08	PLANCHER SURELEVER	-	-
09	PEINTURE VITROPHANIE ET SIGNALETIQUE REGLEMENTAIRE	-	-
10	CLOISONS AMOVIBLES	-	-
11	BULLES DE REUNIONS	-	-
12	SIGNALETIQUE DIRECTIONNELLE ET INCLUSIVE	-	-
13	ELECTRICITE CFO CFA	-	-
14	CHAPITRE EQUIPEMENTS AUDIOVISUELS AUDITORIUM	-	-
15	MISE EN LUMIERE DE FACADE	-	-
16	GTB	-	-
17	SSI	-	-
18	CHAUFFAGE VENTILATION DESENFUMAGE	-	-
19	PLOMBERIE	-	-
20	EQUIPEMENTS	-	-

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	MINISTERE DE L'INTERIEUR	-	Anne ARCHIMBAULT	+33628352629 anne.archambault@interieur.gouv.fr
Maitre d'Ouvrage	MINISTERE DE L'INTERIEUR	-	Virginie DUPRE	+33623165481 virginie.dupre@interieur.gouv.fr
Bureau de contrôle	BTP CONSULTANTS - DIRECTION OPÉRATIONNELLE	460 La Courtine 93160 - NOISY LE GRAND	Christelle PARIS	christelle.paris@btp-consultants.fr
Coordonnateur SPS	BTP CONSULTANTS - DIRECTION OPÉRATIONNELLE	460 La Courtine 93160 - NOISY LE GRAND	Antonio PEREIRA	antonio.pereira@btp-consultants.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

La synthèse d'organisation de chantier (SOC) intègre une réflexion de détermination des moyens communs et d'analyse des besoins, comprenant les SCALP, METAH et MESA :

- SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre
- METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur
- MESA : Mise En Service des Ascenseurs définitifs en phase chantier

1. Particularités de l'opération

Contraintes spécifiques

Interdictions : à préciser

Servitudes : à préciser

Contraintes techniques : à préciser

Horaires de chantier : Sauf dérogations ou limitations réglementaires les travaux sur le chantier commenceront à 07h00 et cesseront à 19h00 du lundi au vendredi. Toutefois les règles suivantes seront impérativement respectées :

- La plage horaire de travail sur le chantier respectera les arrêtés municipaux.
- Les horaires pourront faire l'objet de dérogations exceptionnelles sous réserve d'obtention préalable des autorisations nécessaires des services compétents (Inspection du Travail, Mairie, Maîtrise d'Ouvrage, etc.).

Tout travail en dehors des heures ouvrables définies ci-dessus devra être signalé au MOEx et au Coordonnateur SPS en précisant le nombre de compagnons concernés, les noms du personnel d'encadrement responsable, la nature des travaux envisagés, la durée prévue, et la raison pour laquelle ce travail ne peut se faire pendant les horaires normaux du chantier.

Indépendamment des autorisations réglementaires des services administratifs compétents, le MOEx et le Coordonnateur SPS conservent la faculté de s'opposer à la réalisation de travaux hors horaires de chantier s'ils les jugent insuffisamment justifiés, préparés et/ou encadrés.

A noter que le travail des dimanches et jours fériés est interdit sauf dérogation exceptionnelle délivrée par l'inspecteur du travail.

Autorisations administratives

Occupation du domaine public : A préciser

Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise : A préciser

Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise : A préciser

Raccordement aux réseaux publics : obtenue

Installation de grue et de survol : Sans objet

Permis feu

PC sécurité : à préciser

Téléphone : à préciser

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés. L'entreprise devra au préalable obtenir un permis feu, rédigé par le PC incendie pour tout travail sur point chaud.

Les permis de feu, établis sur support papier conforme au modèle CERFA avec souche et feuillets détachables, seront renouvelés de manière quotidienne. Un agent SSIAP 1 ou 2, présent de manière permanente sur le chantier, sera chargé de les délivrer et d'en contrôler le respect.

Un agent SSIAP 1 ou 2 effectuera les rondes de sécurité nécessaires après chaque cession de travail d'un atelier ayant sollicité un permis de feu.

Les entreprises devront également signaler les zones de travail à risque.

Il sera mis en place des extincteurs à raison d'un appareil par 100m2 pour les bungalows.

Interactions sur le site

Particularités :

Parties occupées : à préciser

Généralités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installations électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations et parties communes.

Afin d'éviter toute intrusion, les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes empruntées seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Chef d'établissement.

2. Polluants

Amiante

Particularités :

Bâtiments MAXWELL et COPERNIC

Diagnostic établi par : VINCI Immobilier Aménagement

Bâtiment MAXWELL : le 08/04/2020 et mise à jour du DTA, le 24/09/2021

Bâtiment COPERNIC : le 06/04/2020 et mise à jour du DTA, le 24/09/2021

Synthèse du diagnostic : il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante

Généralités :

Aux fins de la réalisation des ouvrages de la VEFA, le Promoteur de l'opération a préalablement réalisé des travaux de curage et traitement de l'amiante et du plomb – dont les diagnostics en possession du Maître de l'Ouvrage ont été annexés aux documents du Marché. Toutefois, dans la mesure où le maître de l'ouvrage n'a pas eu accès au site pendant la phase de conception - alors en phase de travaux VEFA - la réalisation in situ des diagnostics amiante et plomb nécessaires pourra être complétée.

De ce fait et au titre du présent marché la Maîtrise d'Œuvre s'est appliqué à concevoir des ouvrages ne nécessitant pas d'intervention particulières au regard du plomb et/ou de l'amiante. Il est donc attendu que le Titulaire participe de cette même réflexion dans ces propositions et lors de la réalisation.

Le Titulaire déclare expressément qu'il a pu prendre connaissance des diagnostics amiante et plomb qui lui ont été fournis, qu'il a pu émettre ces remarques et demandes complémentaires préalablement à la signature du marché, que celui-ci accepte sans réserve le risque inhérent aux existants au regards des ouvrages à réaliser au titre du présent marché.

Ainsi ce dernier ne pourra se prévaloir d'un quelconque dédommagement – notamment en terme, de prix de qualité et de délais - au titre de la découverte fortuite d'amiante, de plomb ou bien dans la mise en œuvre de mesures particulières – quelles qu'elles soient – qui seraient rendues nécessaires dans l'exécution des ouvrages du marché.

Le Titulaire déclare donc faire son affaire au titre des pertes et profits des sujétions liées au plomb et à l'amiante.

Par ailleurs, le Titulaire réalisera l'ensemble des diagnostics et mise en œuvre des procédures concernant l'amiante et le plomb rendues obligatoires au titre de la législation – ils les accomplira et ce avec diligence et autant que de besoin pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire devra également au titre du présent marché la réalisation des diagnostics incombant au Maître d'Ouvrage. Il a également un devoir de conseil, d'assistance et d'accompagnement auprès du Maître d'Ouvrage pour tout ce qui concerne l'amiante et le plomb, et ce, de manière que le Maître d'Ouvrage ne puisse être recherché pour manquement à ces obligations.

Lors de la phase de préparation de chantier le Titulaire réalisera - ou assistera le Maître d'Ouvrage pour les actions qu'ils ne pourraient mener seul au titre de ce dernier au regard de la loi - l'ensemble des actions et procédures à mener au titre de l'amiante et du plomb, et ce en conformité avec la législation en vigueur au moment de les réaliser. Dès la prise de possession du site par le Maître d'Ouvrage (correspondant à livraison du site par le Promoteur) le Titulaire fera réaliser les diagnostics et examens amiante et plomb nécessaires à la réalisation des ouvrages et prestations du Marché. Puis, tout au long du marché - tant pour la phase travaux que pour la phase exploitation maintenance - le Titulaire transmettra au fur et à mesure et avec diligence la mise à jour des différents diagnostics, documentations ou procédures à mettre en œuvre aussi bien par le Titulaire que par le Maître d'Ouvrage s'il ne peut les mener seul au regard de la législation.

A titre informatif - et sans préjudice de son devoir de conseil, d'accompagnement, ses obligations légales et de bonne gestion, transmissions des documents aux personnes concernées, etc - le Titulaire consignera dans un document spécifique l'ensemble des actions menées, les diagnostics effectués ainsi que toutes autres prestations ou ouvrages réalisés au titre de l'amiante et du plomb. Celui-ci récapitulera notamment les actions à mener – et les délais impartis - par le Maître d'Ouvrage dans l'accomplissement de ses obligations légales. Ce document sera transmis de manière hebdomadaire au maître d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'au Coordinateur SPS de l'opération.

Plomb

Particularités :

Bâtiments MAXWELL et COPERNIC

Diagnostic établi par : VINCI Immobilier Aménagement

Bâtiment MAXWELL : Rapport N° : 00262075 P du 29/09/2021

Bâtiment COPERNIC : Rapport N° : 00262078 P du 29/09/2021

Synthèse du diagnostic : Présence de peinture contenant du plomb

Généralités :

Aux fins de la réalisation des ouvrages de la VEFA, le Promoteur de l'opération a préalablement réalisé des travaux de curage et traitement de l'amiante et du plomb – dont les diagnostics en possession du Maître de l'Ouvrage ont été annexés aux documents du Marché. Toutefois, dans la mesure où le maître de l'ouvrage n'a pas eu accès au site pendant la phase de conception - alors en phase de travaux VEFA - la réalisation in situ des diagnostics amiante et plomb nécessaires pourra être complétée.

De ce fait et au titre du présent marché la Maîtrise d'Œuvre s'est appliquée à concevoir des ouvrages ne nécessitant pas d'intervention particulières au regard du plomb et/ou de l'amiante. Il est donc attendu que le Titulaire participe de cette même réflexion dans ces propositions et lors de la réalisation.

Le Titulaire déclare expressément qu'il a pu prendre connaissance des diagnostics amiante et plomb qui lui ont été fournis, qu'il a pu émettre ces remarques et demandes complémentaires préalablement à la signature du marché, que celui-ci accepte sans réserve le risque inhérent aux existants au regard des ouvrages à réaliser au titre du présent marché.

Ainsi ce dernier ne pourra se prévaloir d'un quelconque dédommagement – notamment en terme, de prix de qualité et de délais - au titre de la découverte fortuite d'amiante, de plomb ou bien dans la mise en œuvre de mesures particulières – quelles qu'elles soient – qui seraient rendues nécessaires dans l'exécution des ouvrages du marché.

Le Titulaire déclare donc faire son affaire au titre des pertes et profits des sujétions liées au plomb et à l'amiante.

Par ailleurs, le Titulaire réalisera l'ensemble des diagnostics et mise en œuvre des procédures concernant l'amiante et le plomb rendues obligatoires au titre de la législation – ils les accomplira et ce avec diligence et autant que de besoin pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire devra également au titre du présent marché la réalisation des diagnostics incombant au Maître d'Ouvrage. Il a également un devoir de conseil, d'assistance et d'accompagnement auprès du Maître d'Ouvrage pour tout ce qui concerne l'amiante et le plomb, et ce, de manière que le Maître d'Ouvrage ne puisse être recherché pour manquement à ces obligations.

Lors de la phase de préparation de chantier le Titulaire réalisera - ou assistera le Maître d'Ouvrage pour les actions qu'ils ne pourraient mener seuls au titre de ce dernier au regard de la loi - l'ensemble des actions et procédures à mener au titre de l'amiante et du plomb, et ce en conformité avec la législation en vigueur au moment de les réaliser. Dès la prise de possession du site par le Maître d'Ouvrage (correspondant à la livraison du site par le Promoteur) le Titulaire fera réaliser les diagnostics et examens amiante et plomb nécessaires à la réalisation des ouvrages et prestations du Marché. Puis, tout au long du marché - tant pour la phase travaux que pour la phase exploitation maintenance - le Titulaire transmettra au fur et à mesure et avec diligence la mise à jour des différents diagnostics, documentations ou procédures à mettre en œuvre aussi bien par le Titulaire que par le Maître d'Ouvrage s'il ne peut les mener seuls au regard de la législation.

A titre informatif - et sans préjudice de son devoir de conseil, d'accompagnement, ses obligations légales et de bonne gestion, transmissions des documents aux personnes concernées, etc - le Titulaire consignera dans un document spécifique l'ensemble des actions menées, les diagnostics effectués ainsi que toutes autres prestations ou ouvrages réalisés au titre de l'amiante et du plomb. Celui-ci récapitulera notamment les actions à mener – et les délais impartis - par le Maître d'Ouvrage dans l'accomplissement de ses obligations légales. Ce document sera transmis de manière hebdomadaire au maître d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'au Coordinateur SPS de l'opération.

3. PIC

Plans d'installation de chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot concerné

En phase de :

Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par le démarrage de l'opération ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des ascenseurs de chantier, avec dates d'installation et de repliement ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

4. Réseaux

DICT

Particularités :

Entreprise titulaire du lot :

Contraintes issues des documents reçus : à préciser

Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des

plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;

- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

Consignations

Particularités :

Entreprise titulaire du lot :

Réseaux consignés : à préciser

Chargé de consignation : à préciser

Réseaux actifs et repérés comme tels : à préciser

Généralités :

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

Électricité complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : CFA/CFO

Type de coffrets et répartition : Aux abords du chantier suivant plan approuvé par la MOEx et le CSPS

- Dans chaque niveau en infrastructure suivant le code du travail
- À chaque niveau en superstructure suivant le code du travail
- En terrasses du bâtiment suivant le code du travail

Généralités :

Les branchements provisoires, les armoires électriques (location et entretien) les compteurs ainsi que leurs déposes resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque jusqu'à la livraison du bâtiment.

A partir du comptage dans le poste de livraison, mise en place selon nécessité des travaux d'un TGBT général intérieur étanche et sécurisé (TGBT 1) et/ou d'un TGBT général extérieur étanche et sécurisé (TGBT 2). Il pourra toutefois être utilisé les TGBT existants en y apportant les mêmes préconisations que ci-après.

A partir de ces sources l'entreprise mettra en place toutes les installations électriques nécessaires à l'exécution des travaux.

Les schémas de principe et/ou synoptiques seront à faire valider par la MOE et le SPS avant l'exécution des installations.

L'installation comportera plusieurs circuits indépendants selon les besoins du chantier et, a minima :

- Un pour les cantonnements ouvriers,
- Un pour les bureaux d'encadrement,
- Un pour les tableaux de chantier,
- Un départ spécifique pour chaque moyen de levage,
- Un pour l'installation nécessaire aux lifts et nacelles de chantier,
- Un pour l'installation d'éclairage des circulations intérieures et extérieures qui viendrait compléter ou remplacer l'éclairage existant selon nécessité des travaux (coupure du circuit existant, ...).

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Installation existante

Particularités :

Le chantier sera alimenté en énergie électrique par l'intermédiaire du poste du site.

L'entrepreneur fera les démarches et demandes auprès des services Concessionnaires pour prendre en charge le contrat.

L'entrepreneur prendra en charge abonnements et consommations pendant toute la durée du chantier.

Généralités :

Dans le cas d'une installation de chantier hors site de l'opération :

- Etablissement d'un branchement électrique provisoire depuis le réseau public, et d'un réseau allant jusqu'aux installations de chantier et aux bâtiments
- Démontage et évacuation en fin de chantier y compris les négociations avec le concessionnaire.
- Obtention des autorisations et abonnements des services Concessionnaires et le coût des branchements provisoires et des compteurs correspondants.
- Abonnement et consommations pendant toute la durée du chantier selon le calendrier de travaux.
- Les dispositions du paragraphe qui suit s'appliqueront également.

Eau potable de chantier de base

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Plomberie

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : à préciser

Généralités :

Le chantier sera alimenté en eau par l'intermédiaire de la panoplie du site.

L'entrepreneur fera les démarches et demandes auprès des services Concessionnaires pour prendre en charge le contrat.

L'entrepreneur prendra en charge abonnements et consommations pendant toute la durée du chantier.

Dans le cas d'une installation de chantier hors site de l'opération, établissement d'un branchement d'eau provisoire depuis le réseau public, et d'un réseau allant jusqu'aux installations de chantier et aux bâtiments, démontage et évacuation en fin de chantier y compris les négociations avec le concessionnaire.

Dans le cas d'une installation de chantier hors site de l'opération

- Etablissement d'un branchement d'eau provisoire depuis le réseau public, et d'un réseau allant jusqu'aux installations de chantier et aux bâtiments
- Démontage et évacuation en fin de chantier y compris les négociations avec le concessionnaire.
- Obtention des autorisations et abonnements des services Concessionnaires et le coût des branchements provisoires et des compteurs correspondants.
- Abonnement et consommations pendant toute la durée du chantier selon le calendrier de travaux.
- Les dispositions du paragraphe qui suit s'appliqueront également.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

Eau potable complémentaire

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Plomberie

Emplacement des robinets de puisage : à préciser

Démontage des installations provisoires de chantier par l'entreprise de Plomberie

Remise en état des installations définitives ainsi utilisées avant livraison par l'entreprise de Plomberie.

Généralités :

A partir du branchement défini ci-avant distribution et alimentation de l'ensemble des installations de chantier et des sanitaires communs. L'ensemble des installations sera prévu hors gel.

Plusieurs sous-comptages d'eau seront mis en place, dissociant :

- Consommation d'eau des cantonnements en distinguant bureaux et cantonnements

L'entreprise proposera, dans le cadre des documents d'installation de chantier soumis aux visas du MOEx et du CSPS, un schéma de distribution d'eau potable dans le chantier y compris collecte des eaux usées.

Sous comptages distincts pour :

- Cantonnements ouvriers
- Bureaux
- Lavage des roues des véhicules et entretien des surfaces et des abords

Téléphone de chantier

Particularités :

L'entrepreneur fera les démarches et demandes auprès des services Concessionnaires pour prendre en charge le contrat.
L'entrepreneur prendra en charge abonnements et consommations pendant toute la durée du chantier.
Chaque entreprise fera installer les lignes, postes téléphoniques, fax nécessaires à ses besoins propres.

Emplacement : à préciser

Généralités :

Chaque entreprise fera installer les lignes, postes téléphoniques, fax nécessaires à ses besoins propres.

Installation des lignes, postes téléphoniques, fax nécessaires pour les bureaux de Maîtrise de l'Ouvrage, de Direction de Chantier et de Maîtrise d'œuvre d'exécution décrits ci-après à la charge de l'entreprise titulaire du Marché de réaménagement Universeine.

La demande et l'installation du système FO pour la cellule de synthèse, pour la Maîtrise de l'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre d'Exécution y compris abonnements.

Installation pour mise en réseau des bureaux de chantier pour la MOEx

5. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Il est précisé que la proposition de plan d'implantation de chantier, établie par le MOEx et jointe au marché, a été élaborée pour limiter l'occupation des voiries attenantes.

L'entreprise a la faculté de proposer une implantation différente ou variante mais il lui appartiendra, sous sa seule responsabilité, alors de la faire approuver par l'aménageur de la ZAC après harmonisation avec les implantations des chantiers voisins.

Dans tous les cas, le plan définitif d'implantation de chantier devra être soumis à la validation du coordinateur de la ZAC avant mise en œuvre, sans préjudice pour le MOA en termes de coûts et /ou de délais.

Généralités :

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- de la plateforme de protection des sols existants, hors limites de la parcelle, (béton/polyane, dalles caoutchouc à emboitement, etc.), avec préservation de l'écoulement des eaux ;
- de GBA (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- de tunnels pour piétons ;
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails, tourniquets et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

L'Entrepreneur prévoira la mise en place de clôtures de chantier constituées de barrières types HERAS

pleines, hauteur 200cm, sur plots béton ou caoutchouc :

- en fermeture des aires de livraison et de déchargement,
- en fermeture de l'emprise de chantier intérieure.

L'Entrepreneur prévoira le maintien de ces clôtures et toutes les mesures et protections nécessaires pour ne pas détériorer les supports existants.

L'Entrepreneur prévoira également la mise en place de clôtures de chantier en cas d'installation hors périmètre de l'opération.

Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Accès à l'emprise par tourniquet et badge : établi sur demande, par : le lot ci-dessus

Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Un badge nominatif, avec photo, sera établi avant toute intervention sur site. Ce badge permettra d'actionner le tourniquet placé à l'entrée des piétons sur le chantier.

Ce badge devra être détenu par chacun des personnels intervenant sur site, et présenté sur simple demande de la Maîtrise d'Œuvre et du CSPS.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

Cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : à préciser

Installés dans les bungalows, situés : à préciser

Sanitaires relai situés : à préciser

Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Les sanitaires pourront être transférés dans les sanitaires définitifs selon avancement des travaux les coûts d'entretien, de remplacement et de remise en état finale seront à la charge de l'entreprise.

* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Conformément à la recommandation de la CRAMIF, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Nota : L'Entrepreneur titulaire du Marché prévoira un sureffectif de 12 personnes au titre des prestataires CFA du Ministère de l'Intérieur.

Bureaux de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Emplacement et accès: à préciser

Généralités :

En précision des dispositions du CCAP, les bureaux destinés à la maîtrise de l'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre de conception ou d'exécution seront aménagés selon les dispositions décrites dans la Note d'Organisation de chantier.

L'entreprise titulaire du Marché mettra en place les bureaux de chantier nécessaires à : voir détail dans le NOC

- La Maîtrise d'Ouvrage,
- La Maîtrise d'Œuvre d'Exécution,
- La Cellule Synthèse,
- La salle de Réunion,
- Des sanitaires hommes et femmes, indépendamment de ceux mis en place pour les ouvriers sur le chantier
- L'entreprise titulaire du Marché ainsi qu'à ceux des entreprises des autres corps d'état.

Tous les locaux équipés en mobilier seront climatisés toute saison, éclairés et entretenus. Ces locaux seront raccordés au réseau RNIS y compris les postes téléphoniques et comporteront des postes téléphoniques main libre à affichage et des télécopieurs programmables.

Chaque bureau sera équipé de ligne téléphonique par poste de travail avec main libre à affichage, ligne téléphonique raccordée au réseau RNIS.

Tous les locaux fermeront à clé et seront équipés d'un système anti-intrusion avec mise en hors service par entité :

- Maîtrise de l'Ouvrage
- Maîtrise d'œuvre
- Entreprises

Protections contre l'incendie

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Emplacement des extincteurs : à préciser

Généralités :

Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés. L'entreprise devra au préalable obtenir un permis feu, rédigé par le PC incendie pour tout travail sur point chaud.

Les permis de feu, établis sur support papier conforme au modèle CERFA avec souche et feuillets détachables, seront renouvelés de manière quotidienne. Un agent SSIAP 1 ou 2, présent de manière permanente sur le chantier, sera chargé de les délivrer et d'en contrôler le respect.

Un agent SSIAP 1 ou 2 effectuera les rondes de sécurité nécessaires après chaque cession de travail d'un atelier ayant sollicité un permis de feu.

Les entreprises devront également signaler les zones de travail à risque.

Il sera mis en place des extincteurs.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Périodicité : à préciser

Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

Nettoyage du chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Périodicité : à préciser

Généralités :

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En phase Gros-Œuvre, pour chacune des grues du chantier, des bennes autovid seront mises à disposition des compagnons sur les planchers en cours de coffrage.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

6. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Qui ouvre, qui ferme : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Horaires de chantier : Sauf dérogations ou limitations réglementaires les travaux sur le chantier commenceront à 07h00 et cesseront à 19h00 du lundi au vendredi. Toutefois les règles suivantes seront impérativement respectées :

- La plage horaire de travail sur le chantier respectera les arrêtés municipaux.
- Les horaires pourront faire l'objet de dérogations exceptionnelles sous réserve d'obtention préalable des autorisations nécessaires des services compétents (Inspection du Travail, Mairie, Maîtrise d'Ouvrage, etc.).

Tout travail en dehors des heures ouvrables définies ci-dessus devra être signalé au MOEx et au Coordonnateur SPS en précisant le nombre de compagnons concernés, les noms du personnel d'encadrement responsable, la nature des travaux envisagés, la durée prévue, et la raison pour laquelle ce travail ne peut se faire pendant les horaires normaux du chantier.

Indépendamment des autorisations réglementaires des services administratifs compétents, le MOEx et le Coordonnateur SPS conservent la faculté de s'opposer à la réalisation de travaux hors horaires de chantier s'ils les jugent insuffisamment justifiés, préparés et/ou encadrés.

A noter que le travail des dimanches et jours fériés est interdit sauf dérogation exceptionnelle délivrée par l'inspecteur du travail.

Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Cheminement entre portillon et base-vie sécurisé par : à préciser sur le PIC

Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : à préciser sur le PIC

Cheminement à l'intérieur des locaux sécurisé par : à préciser

Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

Circulations verticales piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Sapine, pour accès : à préciser

Escalib, pour accès : à préciser

Escalier existant : emplacements à préciser

Généralités :

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

L'affichage permanent de l'étage sera réalisé sur chaque palier de chaque cage d'escalier ou sapine, pendant toute la durée des travaux.

Utilisation des escaliers définitifs.

Les accès de planchers à plancher seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

Ascenseurs – lifts de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : l'entrepreneur titulaire du Marché de réaménagement Universeine

Lifts de chantier : emplacement à préciser

Date de mise en service : à préciser

Date de dépose : à préciser

Généralités :

Il sera prévu l'installation ou l'utilisation de lifts monte personnes et monte-charge selon phasage des travaux et besoins du chantier.

Ces dispositions seront planifiées par l'entreprise titulaire du Marché de réaménagement Universeine avec l'approbation préalable du Maître d'oeuvre. Un liftier par appareil gèrera les manoeuvres du lundi au vendredi aux heures ouvrées suivant les horaires et besoins du chantier pour le respect du planning.

Les samedis seront étudiés suivant le planning

Nota : Les installations devront être soumises à vérification avant mise en service par un organisme agréé.

Ces lifts de chantier seront maintenus en service aussi longtemps que nécessaire.

Nota : se référer au CCTP INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE, pour les prescriptions de sécurisation du site à respecter.

Lors de la mise en service provisoire d'ascenseurs définitifs pour les besoins du chantier, l'entrepreneur titulaire du Marché de réaménagement Universeine prendra en charge la réalisation de protections efficaces des cabines.

Il assurera et supportera l'ensemble des révisions et remises en état nécessaires.

Les installations existantes à privilégier seront les cabines monte-charges ou à défaut les cabines 1000kg ou plus pour l'acheminement du matériel et du personnel.

A titre d'information sont prévus dans les bâtiments :

Bâtiment Halle Maxwell :

- 2 cabines 630kg en superstructure
- 1 cabine 630kg en infrastructure
- 2 cabines 630kg en infrastructure/superstructure
- 1 cabine 1000kg en infrastructure/superstructure
- A ne pas utiliser : 2 monte-charges 1000kg en infrastructure dédiés aux espaces cuisines

Bâtiment Copernic

- A ne pas utiliser : 1 cabine 630kg en superstructure

Chacun des bâtiments Ampère et Volta :

- 3 cabines 1150kg en superstructure
- 1 cabine monte-charge 2000kg en superstructure
- 1 cabine 800kg en infrastructure

Bâtiments Ampère :

- 1 cabine 630kg en infrastructure
- A ne pas utiliser : 2 monte-charges 1600kg en infrastructure dédiés aux espaces cuisines

MESA

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Cages concernées : à préciser

Caractéristiques des lifts (largeur et hauteur de l'accès, profondeur) : à préciser

Date de mise en place : à préciser

Généralités :

Les déplacements des charges à l'horizontale devront être réalisés avec des moyens appropriés type transpalette, chariot, diable et sur des aires de roulement convenablement aménagées.

L'entreprise devra prévoir tous les appareils de levage adaptés aux charges à lever et aux manutentions à effectuer.

Les charges devront être dotées de points d'élingage adaptés à leur poids et à leur résistance. Ces points seront signalés par une marque de couleur.

Les opérations de levage se feront sous la direction d'un chef de manœuvre désigné au sein de l'entreprise utilisatrice.

Chaque corps d'état est tenu de mettre en place ses propres moyens de levage, de descente et de manutention, hors lift et moyens communs prévus ci-dessous :

- Les manutentions verticales devront être organisées de façon à utiliser les moyens mis à disposition dans le cadre de l'organisation générale de chantier.

- Les corps d'état devront, de façon hebdomadaire, remettre au responsable logistique leur planning de livraison et d'approvisionnement pour la semaine suivante.

- La mise en place de recettes, treuils, consoles, etc. devra faire l'objet, pour accord, d'un projet détaillé et de l'approbation formelle du coordonnateur SPS.

- Les stockages de matériels et de matériaux ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.

Les camions de livraison devront pendant toute la durée de l'opération se conformer aux dispositions d'organisation arrêtées (stationnement, accès au site...)

Accès véhicules – livraisons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Type de portail ouvrant, coulissant, sur charnières ; chainettes ; largeur libre : à préciser

Accès en marche avant, en marche arrière

Sortie en marche avant, en marche arrière

Dimensions approximatives de la plateforme : à préciser

Limite de charge : à préciser

Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : à préciser

Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : à préciser

Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : à préciser

Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Sur chaque aire de livraison, un quai de déchargement de hauteur réglable ou sur deux niveaux permettant l'accrochage en sécurité des charges destinées à être déplacées par la grue sera également dû au titre de la prestation. Côté opposé au quai, une paroi fixe, avec dispositif réglable en partie supérieure, constituera le dispositif anti-chute.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via les monte-charges, lifts accompagnés de chantier, ascenseurs mis en service de façon anticipée). Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

Places de stationnement

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Réservées à : à préciser

Emplacements : à préciser

Généralités :

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

7. Stockage

Aires de stockage - magasins

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE

Emplacement : à préciser

Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

8. Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : titulaire du Marché de réaménagement Universeine.

Emplacement : à préciser

Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier, sous grue(s) comme après départ de celle(s)-ci.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

9. Échafaudages

Échafaudages de pied

Particularités :

Il n'est pas prévu d'échafaudages communs. Chaque intervenant doit prévoir l'installation des échafaudages qui lui sont nécessaires. Toutefois, en fonction des conditions de réalisation de certains travaux, et sous réserves d'un accord entre toutes les entreprises utilisatrices, il pourra être prévu, suivant les conditions définies, dans le cadre de comptes interentreprises, la mise en place et l'utilisation d'échafaudages communs.

Nota : se référer au CCTP INSTALLATION DE CHANTIER, GARDIENNAGE ET LOGISTIQUE, pour les prescriptions de sécurisation du site à respecter.

Généralités :

Pour le montage/démontage et repliements :

- Condamnation des zones situées dans la courbe de chute des matériels en cours d'installation.

Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chute de matériel. Les échafaudages devront répondre et être conformes aux normes en vigueur et notamment aux normes EN 12811-1, EN 12811-2, EN 12811-3, EN 12810-1 et EN 12810-2.

Pour l'application du présent article, les dispositifs de type bi-mats usuellement utilisés pour le montage des façades sont assimilés à des échafaudages mais devront avoir été vérifiés avant mise en service par un contrôleur technique agréé selon les référentiels normatifs qui leur sont applicables.

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun pour les lots ravalement, charpente bois, couverture, menuiseries extérieures, métallerie....etc...

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise et/ou par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravats et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Spécificités complémentaires pour la mise en œuvre lors de réhabilitation :

En partie supérieure, ils devront dépasser les planchers de travail de 2,5 m minimum.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du concessionnaire).

Toutes les enseignes lumineuses, panneaux, dispositifs d'éclairage, etc... seront protégés mécaniquement, et mises à l'abri des poussières et projections d'eau.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadenassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2^o plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappe fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, seront mis en place, avec report téléphonique d'alarme, comprenant des détecteurs infrarouge, une centrale de réception, des balises de réception, des flashes et sirènes de dissuasion. La centrale devra être reliée à un prestataire agréé, qui devra dépêcher un intervenant sur site, afin de vérifier la nature de l'intrusion et de réagir de manière adaptée, selon un protocole soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage.

La vérification des échafaudages sera réalisée par autocontrôle du monteur ((formée et possédant une attestation de compétence acquise) désignée par le chef d'entreprise ou par un organisme agréé.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

En présence de polluants (amiante, plomb), un protocole de dépollution sera présenté avant début du montage.

10. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

- Bord de fouilles : lot Gros-Œuvre

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques.

Elles seront déposées en sécurité après coulage des planchers et remblaiement des pieds de façade.

- Remblaiement périphérique : lot Gros-Œuvre

Réalisée par : à préciser

Date prévisionnelle : à préciser

- Nez de dalles, balcons : lot Gros-Œuvre

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.

Elles seront déposées en sécurité...

- Baies en façades : lot Gros-Œuvre

Les protections seront constituées par...

Elles seront déposées en sécurité ...

- Incorporations dans les planchers : lot concerné

Les réservations pour traversées de planchers seront réalisées au moyen de boîtes de réservations préfabriquées sur mesure, avec capot, fond coffrant et piètement réglable. A leur ouverture, ces boîtes seront remplies de vermiculite, afin d'empêcher les chutes de plain-pied.

- Gaines techniques et désenfumage: lot concerné

Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle.

Elles seront déposées en sécurité après...

- Tranchées

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.

Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

- Remblaiement périphérique

Dès le coulage du plancher situé au niveau du terrain entourant chaque bâtiment, le remblaiement périphérique sera effectué de façon à former une surface plane. La partie remblayée sera compactée de façon à offrir une résistance identique aux sols en place.

Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

Protections contre le bruit

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Tous les lots

Emplacement : à préciser

Phasage, durée : à préciser

Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

11. Secours

Zone de rassemblement

Particularités :

Entreprise concerné par le lot :

Emplacement :

Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot :

Emplacement : A préciser sur le PIC

Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot :

Gros-Œuvre : à préciser

Peinture : à préciser

Electricité : à préciser

Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

Infirmier

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : titulaire du Marché de réaménagement Universeine.

Emplacement : A préciser sur le PIC

Généralités :

Dès que l'effectif du chantier atteindra 200 personnes, une infirmerie devra être installée sur site.

Un infirmier diplômé d'état sera présent en permanence sur site. Au-delà de 800 personnes, un infirmier supplémentaire par tranche de 600 salariés devra être déployé sur site.

Tous les frais induits par la présence de l'infirmier sur le chantier sont à la charge de l'entreprise en charge de la prestation, y compris raccordement aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts), mobilier, matériel médical, consommables, nettoyage etc.

La localisation de l'infirmerie, ainsi que la liste des moyens dont l'infirmier disposera pour remplir sa mission, fera l'objet d'une note d'information générale diffusée aux différents intervenants sur le site

Procédure d'évacuation

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot :

Nacelle d'évacuation : emplacement à préciser

Personnel désigné pour accueillir les secours : à préciser

Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CRAMIF/CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 15 jours minimum avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Une fois informé par l'entrepreneur, le CSPS lui proposera une date pour la réalisation de sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence d'un représentant de l'Entreprise.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

Contraintes horaires et livraisons

Moyens de levage partagés disponibles

Zones tampons de stationnement

Quais de déchargement partagés disponibles

Contraintes particulières du site

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux

CISSCT

Constitution du CISSCT

1. Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et un volume de travaux dépassant 10.000 hommes / jour, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège sera présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage pour la phase « réalisation » du projet.

2. Liste des Membres du CISSCT

Chaque entreprise occupant plus de 10 salariés pendant 4 semaines ou effectuant des travaux à risques particuliers, fera figurer, dans son PPSPS, la liste des membres du CISSCT.

3. Panneau d'affichage du CISSCT

La première entreprise présente sur site installera, pour les besoins du Coordonnateur Sécurité, et à l'emplacement indiqué par celui-ci, un panneau (dimensions : hauteur 0,90m, largeur 1,20 m) destiné aux affichages réglementaires du C.I.S.S.C.T.

4. Projet de règlement du CISSCT

Voir ci-après.

Règlement

Préambule : le cadre réglementaire

Le CISSCT est une institution créée par la loi du 31.12.1993 sur la coordination de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.

Le fonctionnement du CISSCT est défini par le décret, n° 95-543 du 4 mai 1995.

Article 1 : constitution

Un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) est constitué, conformément à l'article L4532-10 du Code du Travail et au décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Le Maître d'Ouvrage informe les entreprises de la constitution du CISSCT et de l'obligation d'y participer pour les entreprises concernées. Le CISSCT cessera ses activités, sur décision du Collège, au plus tard à la réception des travaux.

Article 2 : participation

La participation au CISSCT est obligatoire pour toutes les entreprises mandataires, co-traitantes, contractantes, co-contractantes, sous-traitantes ou travailleur indépendant intervenant sur le chantier.

La participation est obligatoire quand une entreprise occupe plus de 10 salariés pendant 4 semaines sur le chantier ou pour toute entreprise qui effectue des travaux à risques particuliers.

Article 3 : composition

Membres ayant voix délibérative :

- Le Coordonnateur de réalisation ;
- Le Coordonnateur de conception s'il est différent de celui de la réalisation ;
- Le Maître d'Œuvre d'exécution ;
- Le chef de chaque entreprise intervenant sur le chantier, y compris sous-traitant, ou son représentant habilité à cet effet (personne possédant une délégation de pouvoirs).

Membres ayant voix consultative :

- Un salarié de chaque entreprise, effectivement employé sur le chantier, désigné par le C.S.E de son entreprise ou choisi par les membres de son équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Pouvant assister à titre consultatif :

- Le représentant de l'inspection du travail ;
- Le représentant de la CRAMIF/CARSAT ;
- Le représentant de l'OPPBTP ;
- Les médecins du travail des entreprises.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne compétente sur un sujet donné.

Article 4 : missions

Les missions du Collège sont les suivantes :

- Définir des règles communes pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier ;
- Vérifier la mise en œuvre des règles prescrites par le Collège ou par le Coordonnateur ;
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ;
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier, et plus particulièrement ceux pouvant être liés à la coordination du chantier, en vue de prendre les mesures correctives nécessaires ;
- Contrôler que le chantier dispose d'un nombre suffisant de secouristes du travail.

Article 5 : responsabilités

L'intervention du Collège ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entrepreneurs en application des autres dispositions du Code du Travail, ni les attributions des autres institutions représentatives du personnel, compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Article 6 : présidence

Le Collège est présidé par le Coordonnateur de réalisation d'ouvrage, qui :

- Convoque et invite les membres et participants aux réunions ;
- Etablit les ordres du jour ;
- Préside les réunions ;
- Signe les P.V., après leur adoption par le Collège ;
- S'assure de l'application des mesures décidées par le Collège.

Article 7 : secrétariat

Le secrétariat du Collège est assuré par le Coordonnateur, qui :

- Prépare et expédie les convocations aux membres et aux participants du Collège au moins 15 jours avant la réunion, sauf urgence. L'ordre du jour de la réunion est joint aux convocations ;
- Rédige et diffuse les P.V. des réunions, les consigne dans le registre des procès-verbaux tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, de la CRAMIF/CARSAT et de l'OPPBTP, les conserve pendant 5 ans après la réception des travaux ;
- Transmet le règlement dès son adoption aux organismes de prévention et de contrôle ainsi que le résultat du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Article 8 : décisions

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et sauf spécifications contraires, s'appliquent à tous les intervenants sur le chantier.

Article 9 : réunions plénières

Le Maître de l'Ouvrage a constitué le CISSCT 21 jours avant le début des travaux.

Le Coordonnateur convoque les membres du Collège et les participants à la première réunion plénière aux fins d'adoption du règlement du collège, dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le chantier.

Article 10 : réunions

Le Collège se réunit au moins tous les 3 mois, en réunion plénière ordinaire.

Des réunions restreintes (groupes de travail) peuvent se tenir, sur décision du président, pour le règlement de problèmes ponctuels. Le compte-rendu de ces réunions est communiqué avec la convocation aux réunions plénières ordinaires.

Chaque réunion est précédée ou suivie d'une inspection de chantier.

Les réunions ont lieu sur le chantier, dans un local approprié et pendant les heures du travail.

Le président doit, en cas de nécessité, provoquer une réunion extraordinaire du Collège en dehors des dates de réunions ordinaires, et notamment sur demande :

- De la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- Du tiers des membres représentants des salariés ;
- A la suite de tout accident ou incident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

Article 11 : ordre du jour

Les ordres du jour comprennent notamment les points suivants :

- Approbation du PV de la réunion précédente ;
- Examen de la suite à donner aux observations formulées par le Coordonnateur ;
- Suggestions et observations faites par les membres du Collège.

Les membres du Collège peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les 8 jours qui suivent la réception de la convocation.

Pour l'élaboration des statistiques accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au Coordonnateur SPS, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

Chaque entreprise doit faire parvenir au Coordonnateur, 15 jours avant la date de la réunion plénière, le nombre d'heures ouvrées et effectuées sur le chantier pendant le trimestre écoulé ou depuis le début de son intervention sur le site, ainsi que le nom du représentant légal et du salarié de l'entreprise qui seront présents.

Article 12 : budget et ressources

L'entreprise gestionnaire du compte prorata est chargée par le Collège :

- De la mise en place des séances de sensibilisation et de formation à la sécurité décidées par le Collège et de la rémunération des animateurs de prévention ;
- De faire l'avance des dépenses entraînées par les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité et de les répartir chaque mois suivant les modalités de fonctionnement du compte prorata.

Toutefois, les dépenses relatives à des dispositions particulières n'intéressant que quelques entreprises ne seront imputées qu'aux entrepreneurs concernés ; les dépenses importantes d'intérêt général pourront être réparties différemment, suivant les décisions du Collège Interentreprises de Sécurité.

Une clause de leur marché de travaux fait obligation aux entrepreneurs d'adhérer au Collège à partir de l'ordre de service de commencer les travaux jusqu'au jour de la réception des ouvrages.

Cette même clause leur fait obligation de régler, tous les mois, les sommes qu'ils doivent à l'entreprise gestionnaire du compte prorata.

Tout manquement à ces clauses fait l'objet de la part du Maître d'Œuvre d'exécution des mesures prévues afin que le paiement des sommes dues soit assuré en priorité.

Article 13 : règlement des difficultés

Tout différend entre les membres du Collège fera l'objet d'une tentative de conciliation lors d'une réunion plénière ou lors d'une réunion restreinte.

Tout différend persistant à l'issue de cette conciliation sera tranché par le Maître d'Ouvrage, dont la décision sera sans appel de la part des entreprises membres.